



Observatoire des multinationales
Média d'investigation
et think tank citoyen

BRIEFING

L'Azerbaïdjan, la COP29 et les grandes entreprises françaises

12 novembre 2024

(mise à jour sur les délégations le 21 novembre)

La COP29 s'ouvre ce lundi 11 novembre 2024 à Bakou, en Azerbaïdjan. Avec la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine et l'organisation, pour la deuxième année consécutive, de la conférence climat dans une autocratie pétrogazière, l'heure n'est guère à l'optimisme. Pour le régime du président Ilham Aliyev, la COP29 est l'occasion de redorer l'image de son pays sur la scène internationale malgré son passif en matière de droits humains et de répression des opposants, mais aussi de réaffirmer le rôle clé de son pays dans la géopolitique régionale du pétrole et du gaz au carrefour de la Russie, de l'Europe et du Moyen-Orient.

La principale question à l'ordre du jour officiel de la conférence est celle du financement de l'action climatique, avec des enjeux comme le montant du soutien apporté par les pays riches principaux responsables historiques de la crise climatique, les transferts de technologie et les priorités en termes de financement. Dans ce contexte, les industries des énergies fossiles auront pour priorité de mettre en valeur leurs propres solutions technologiques face à la crise climatique et de s'accaparer une partie importante des financements disponibles, tout en repoussant l'échéance d'une sortie rapide des énergies fossiles.

Ce briefing a pour objectif de présenter de manière synthétique les informations essentielles relatives : 1) au rôle de l'industrie des énergies fossiles en Azerbaïdjan, et dans la COP29 en particulier, et 2) à la place des grandes entreprises françaises dans le pays.

Les deux questions sont étroitement liées puisque les principales activités de groupes français en Azerbaïdjan tournent directement ou indirectement autour de l'exploitation des hydrocarbures, impliquant des entreprises comme Technip, Engie, la Société générale, Suez et bien évidemment TotalEnergies.

Parallèlement à ce briefing, l'Observatoire des multinationales publie une enquête sur la manière dont la diplomatie française s'est mise au service des intérêts de TotalEnergies en Azerbaïdjan : [COP29 en Azerbaïdjan : malgré les critiques et malgré les tensions, une diplomatie française encore et toujours au service de TotalEnergies.](#)

Ce briefing [disponible en ligne sur notre site](#) sera progressivement mis à jour dans les prochains jours pour incorporer de nouveaux éléments.

1) L'Azerbaïdjan et les énergies fossiles

L'Azerbaïdjan est l'un des berceaux historiques de l'industrie pétrolière. Le nom du pays est une référence au « feu sacré » de la religion zoroastrienne, qui y est née – un feu alimenté par le bitume et le gaz qui y affleurerait naturellement. Au XIXe siècle, alors que la région est sous le contrôle de l'Empire russe, le pétrole y est exploité et exporté en Europe par l'entreprise des frères Nobel et les ancêtres de la Royal Dutch Shell. Ces gisements seront nationalisés après 1917 par le pouvoir soviétique.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan n'est pas un acteur dominant de la production de pétrole et de gaz à l'échelle globale en termes quantitatifs, avec moins de 1% de la production mondiale. C'est néanmoins **un acteur d'importance à l'échelle régionale et sous-continentale de par ses relations avec l'Europe et la Russie**. Les hydrocarbures représentent en outre plus de 90% de ses revenus d'exportation, 60% des recettes de l'Etat azerbaïdjanais et entre 30 et 50% du PIB du pays¹.

Après la fin de l'URSS en 1991 et la naissance de l'Azerbaïdjan moderne, c'est la major pétrolière britannique BP qui s'assure un rôle prépondérant dans l'exploitation du pétrole azerbaïdjanais à travers la signature en 1994 du « contrat du siècle » pour l'exploitation du gisement offshore Azeri-Chirag-Güneshli ou ACG, découvert dans les années 1970. **BP reste aujourd'hui la principale multinationale impliquée dans l'exploitation du pétrole et du gaz azerbaïdjanais aux côtés de l'entreprise nationale Socar**. Néanmoins, l'Azerbaïdjan a également des relations étroites avec des entreprises de pays voisins comme la russe Lukoil ou la turque TPAO.

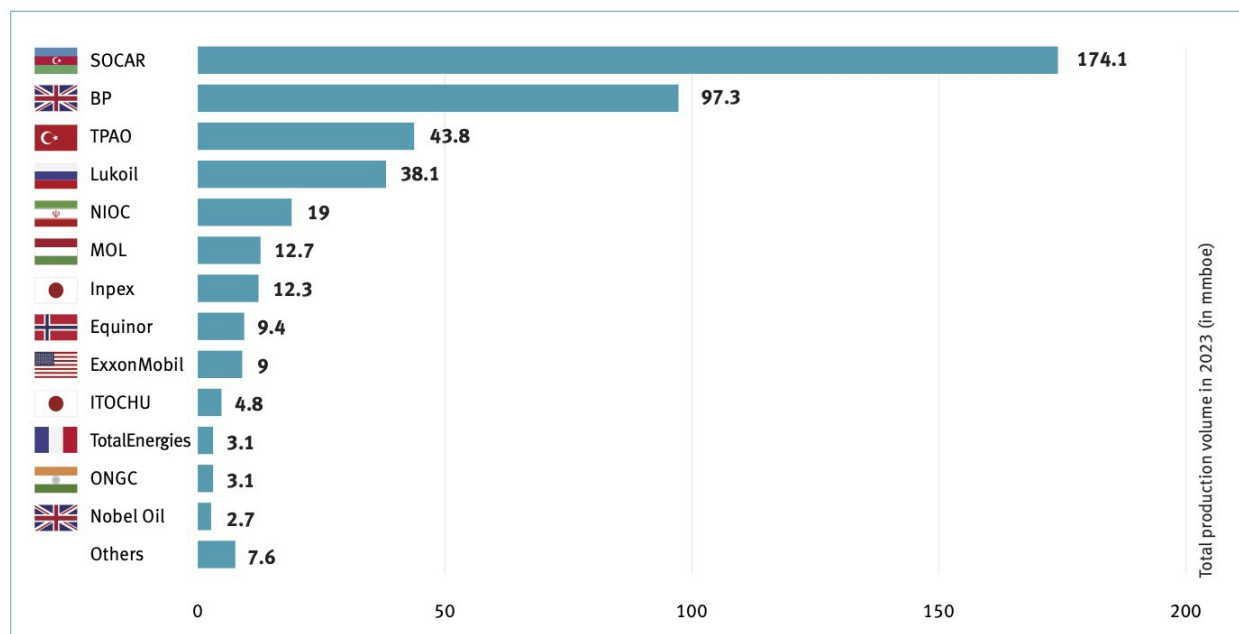
Le graphique ci-dessous a été compilé par les ONG Urgewald et CEE Bankwatch à partir des données de Rystad Energy².

1 Energy Efficiency Policy in Azerbaijan: a Roadmap', International Energy Agency, juin 2024, p. 6.

<https://iea.blob.core.windows.net/assets/f3452765-ade4-4a2a-8316-e8bde4c5ea3d/EnergyEfficiencyRoadmapforAzerbaijan.pdf>.

2 Urgewald et CEE Bankwatch (2024), « SOCAR - Azerbaijan's Fossil Fuel Proxy », https://www.urgewald.org/sites/default/files/media-files/urgewald_Report_SOCAR_2024.pdf. On rappellera que le gisement d'Apchéron dont TotalEnergies détient 35% a été mis en service en juillet 2023.

Production of oil and gas by company and volume in Azerbaijan, 2023



L'Agence internationale de l'énergie classe l'Azerbaïdjan en 23^e position mondiale pour l'extraction de pétrole, avec une production en déclin³. Ce pétrole est exporté vers la Russie et vers l'Europe via un réseau d'oléoducs, dont le principal est l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui rejoint la côte méditerranéenne de la Turquie et dont TotalEnergies possède 5%.

C'est plus récemment que l'Azerbaïdjan s'est préoccupé de mettre en exploitation ses gisements de gaz, dont la production a récemment dépassé celle du pétrole. L'AIE classe le pays au 22^e rang mondial⁴. **Le principal gisement de gaz en exploitation est celui de Shah Deniz, dont l'opérateur est là encore BP, en partenariat avec SOCAR, le russe Lukoil et les entreprises pétrolières nationales turque, iranienne et hongroise⁵.** TotalEnergies et d'autres groupes européens (Eni, Equinor) possédaient des parts minoritaires dans le gisement, mais les ont cédées, officiellement (pour TotalEnergies) parce qu'il ne satisfaisait pas leurs critères de rentabilité et parce qu'il n'était pas stratégique⁶. D'autres gisements de moindre importance sont en exploitation ou en développement, dont celui d'Apchéron (ou Absheron) opéré par TotalEnergies dont il sera question ci-dessous.

Outre BP, le secteur du pétrole et du gaz en Azerbaïdjan est sous le contrôle de l'entreprise nationale SOCAR, qui contrôle l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis l'extraction jusqu'à la vente. SOCAR est étroitement lié au régime azerbaïdjanais. Le président Ilham Aliyev, qui était le vice-président de l'entreprise lorsque son père Heydar Aliyev était au pouvoir, a le pouvoir discrétionnaire de nommer le président et les 14 administrateurs de l'entreprise. Les revenus du pétrole et du gaz contribuent à enrichir le clan présidentiel et ses alliés tout en leur donnant les ressources nécessaires pour garantir la stabilité de leur régime. Les journalistes et les militants démocratiques qui tentent d'alerter l'opinion sur la corruption et sur les dégâts écologiques liés à

3 <https://www.iea.org/world/oil>

4 <https://www.iea.org/world/natural-gas>

5 https://www.bp.com/en_az/azerbaidjan/home/who-we-are/operations/projects/shahdeniz.html

6 La première explication provient des déclarations du représentant de TotalEnergies devant la mission d'information parlementaire sur les relations économiques entre la France et l'Azerbaïdjan: <https://www2.assemblee-nationale.fr/14/missions-d-information/missions-d-information-de-la-conference-des-presidents/rerelations-politiques-et-economiques-entre-la-france-et-l-azerbaidjan>. La seconde explication provient du communiqué de presse du groupe : <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués/azerbaidjan-total-vend-sa-participation-de-10-dans-shah-deniz-tpao>.

l'exploitation pétrolière et gazière subissent la répression du régime⁷.

En plus d'être un producteur majeur d'hydrocarbures, l'Azerbaïdjan s'est positionné comme **un « hub » important, grâce à son réseau d'oléoducs et de gazoducs existant et ceux en construction reliés à la Russie et à l'Europe, pour le transport du pétrole et de gaz extrait ou qui pourrait être extrait dans d'autres pays de la région** (Turkménistan, Kazakhstan, éventuellement Irak et Iran)⁸.

2) L'Azerbaïdjan, l'Europe et la Russie

Le gaz de Shah Deniz est officiellement dédié à l'approvisionnement de l'Union européenne via une succession de gazoducs désignée sous le nom générique de Southern Gas Corridor ou corridor gazier sud-européen, qui aboutit en Italie du Sud. Depuis plus de 10 ans, l'Union européenne a noué des liens étroits avec l'Azerbaïdjan pour son approvisionnement en gaz, avec pour objectif officiel de réduire la dépendance du vieux continent avec la Russie. Malgré les critiques sur sa collaboration avec un régime corrompu et répressif, l'Union a soutenu et facilité le financement de la construction du corridor gazier sud-européen⁹.

Cette collaboration a été facilitée par la « diplomatie du caviar » déployée au début des années 2010 par l'Azerbaïdjan, qui s'est traduite par de nombreux échanges de faveurs avec certains responsables européens et dans certains cas des actes de corruption qui ont fait l'objet de condamnations, comme celle de Luca Volontè en Italie¹⁰. En France, les noms de responsables politiques comme Rachida Dati, Thierry Mariani et Jean-Marie Bockel (entre autres) ont été cités dans la presse comme parties prenantes du réseau d'influence du régime d'Ilham Aliyev¹¹.

L'invasion russe de l'Ukraine a ramené l'Union européenne dans les bras de l'Azerbaïdjan. En 2022, la Commission a signé un accord avec le pays en vue de doubler ses exportations de gaz vers le vieux continent¹². Sa mise en œuvre concrète a suscité l'opposition du Parlement européen et continue à faire l'objet de négociations alors que la fin de l'accord russo-ukrainien sur le transport du gaz vers l'Europe s'approche¹³.

Il a cependant été soupçonné, dès le début des années 2010, que le corridor gazier sud-européen pourrait en fait – malgré son objectif affiché – servir à acheminer du gaz russe vers l'Europe en évitant l'Ukraine. L'existence d'un risque de double jeu de la part de l'Azerbaïdjan semble confirmé

7 Sur ce sujet globalement, lire le récent rapport de Transparency International (2024), « COP co-opted? How corruption and undue influence threaten multilateral climate action », <https://www.transparency.org/en/publications/cop-co-opted-how-corruption-and-undue-influence-threaten-multilateral-climate-action>

8 <https://www.iea.org/reports/azerbaijan-energy-profile/energy-security>

9 Observatoire des multinationales (2016), « De la mer Caspienne à la Méditerranée, un projet de gazoduc géant symbolise les reniements de l'Europe », <https://multinationales.org/fr/enquetes/l-europe-du-gaz/de-la-mer-caspienne-a-la-meditteranee-un-projet-de-gazoduc-geant-symbolise-les>.

10 Benoît Vitkine, « « Diplomatie du caviar » : comment l'Azerbaïdjan s'offre l'amitié de responsables politiques européens », *Le Monde*, 4 septembre 2017, https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/09/04/diplomatie-du-caviar-comment-l-azerbaïdjan-s-offre-l-amitie-de-responsable-politiques-europeens_5180962_3216.html.

11 Laura Motet, « « Diplomatie du caviar » : les échanges de bons procédés entre l'Azerbaïdjan et les élus français », *Le Monde*, 5 septembre 2017, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/09/05/diplomatie-du-caviar-les-echanges-de-bons-procedes-entre-l-azerbaïdjan-et-les-elus-francais_5181230_4355770.html. Laurent Richard, « Mon président est en voyage d'affaires », *Cash Investigation*, France Télévisions, septembre 2015, <https://www.france.tv/france-2/cash-investigation/saison-4/171089-mon-president-est-en-voyage-d-affaires.html>.

12 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_4550

13 <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-10-31/european-gas-buyers-near-azeri-deal-to-maintain-ukraine-flows> et <https://www.reuters.com/business/energy/europe-gas-deal-with-azerbaijan-not-sight-slovakias-spp-says-2024-11-01/>.

par les révélations récentes qui ont montré que le pays était, avec son allié, turc, une pièce essentielle dans les dispositifs permettant d'écouler le pétrole russe en Europe malgré les sanctions¹⁴.

3) Une COP sous le patronage de SOCAR et du clan Aliyev

Pour la deuxième fois de suite, après la COP28 de Dubaï l'année dernière, la conférence des parties est organisée par un pays pétrogazier en y associant directement son entreprise d'hydrocarbures nationale. (On notera que l'Égypte, pays hôte en 2022, et le Brésil qui accueillera la COP30 l'année prochaine sont également des pays qui prévoient de développer leurs ressources pétrolières et gazières en s'appuyant sur leurs entreprises nationales.)

Depuis 2003, le président Ilham Aliyev, qui a succédé à son père, dirige le pays de façon autoritaire, limitant sévèrement les libertés fondamentales. L'Azerbaïdjan figure parmi les derniers au classement mondial de la liberté de la presse, avec des journalistes systématiquement harcelés, intimidés et emprisonnés pour des enquêtes sensibles, notamment sur la corruption et l'industrie pétrolière¹⁵. La répression vise également l'opposition politique et la société civile, entraînant persécutions, arrestations arbitraires et procès inéquitables pour militants et avocats indépendants. Les élections sont entachées d'irrégularités, Aliyev ayant remporté un cinquième mandat en 2024 avec 92% des voix. Le président azerbaïdjanais voit l'organisation de la COP29 comme une validation internationale, soulignant ce qu'il appelle « *l'immense confiance et le profond respect* » de la communauté mondiale envers son pays¹⁶.

De même qu'en 2023 la COP était officiellement présidée par le patron d'Adnoc, l'entreprise pétrolière nationale des Emirats arabes unis, **la COP29 sera présidée par le ministre azerbaïdjanais de l'Écologie, Mukhtar Babayev, qui a travaillé pendant plus de vingt ans pour SOCAR. Le directeur exécutif de la COP29 Elnur Soltanov, vice-ministre de l'Énergie, siège au conseil de surveillance de la SOCAR. Le président actuel de la SOCAR Rovshan Najaf est membre du comité d'organisation de la COP, de même que le président de son conseil de surveillance, le ministre de l'Économie Mikayil Jabbarov**¹⁷.

La COP29 elle-même compte parmi ses sponsors SOCAR (ou du moins sa filiale dédiée aux énergies renouvelables, qui représente une part négligeable de son activité), ainsi que le conglomérat Pasha Holdings, qui est sous le contrôle de la famille de la femme du président Ilham Aliyev, Mehriban Aliyeva. Selon Transparency International, les autres sponsors de la COP29 sont également liés aux intérêts de la famille Aliyev, et l'organisation de cette conférence internationale accueillant des milliers de délégués profitera largement à des entreprises appartenant aux familles au pouvoir et à leurs alliés¹⁸.

Comme l'année dernière à Dubaï¹⁹ et l'année précédente à Charm-el-Cheikh, l'organisation de la

14 <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/fossil-gas/eu-importing-more-russian-origin-fuel-azeri-refinery/>

15 Mickaël Correia, « À la veille de la COP29, l'Azerbaïdjan muscle sa répression contre les militants pro-climat », Mediapart, 8 octobre 2024. <https://www.mediapart.fr/journal/international/081024/la-veille-de-la-cop29-l-azerbaïdjan-muscle-sa-repression-contre-les-militants-pro-climat>.

16 <https://cop29.az/en/home>

17 Ces relations sont détaillées dans le rapport déjà cité de Transparency International (2024), « COP co-opted? How corruption and undue influence threaten multilateral climate action », <https://www.transparency.org/en/publications/cop-co-opted-how-corruption-and-undue-influence-threaten-multilateral-climate-action>.

18 *Ibid.*

19 Centre for Climate Reporting (2023), « COP28 president secretly used climate summit role to push oil trade with foreign government officials ». <https://climate-reporting.org/cop28-president-oil-climate/>

COP à Bakou pourrait être l'occasion de voir une floraison de signatures de nouveaux contrats dans la domaine du gaz et du pétrole. **L'ONG Global Witness et la BBC ont filmé le directeur exécutif de la COP29 Elnur Soltanov en caméra cachée en train de proposer à un interlocuteur de faciliter ses affaires durant la COP29**²⁰.

Dans le cadre de la préparation de la COP29, fidèle à ses habitudes, le régime azerbaïdjanais a mené une campagne d'influence de grande envergure pour promouvoir l'image de son pays. Une partie de cette campagne a été confiée au cabinet de communication nord-américain Teneo. Selon les informations divulguées par Teneo dans le cadre de la législation étatsunienne sur les ingérences étrangères, l'équipe de Teneo est menée par Geoff Morrell, président en charge de la stratégie et de la communication, qui a travaillé entre 2011 et 2022 pour BP²¹.

4) TotalEnergies en Azerbaïdjan (et au-delà)

Le principal groupe français présent en Azerbaïdjan, de loin, est, de loin, **TotalEnergies, à travers sa participation dans l'exploitation du champ gazier d'Apchéron (ou Absheron), dans la mer Caspienne**, en partenariat avec l'entreprise nationale azerbaïdjanaise Socar et l'entreprise nationale émiratie Adnoc. **La première phase du projet a été inaugurée en septembre 2023 en présence du PDG Patrick Pouyanné et du président azerbaïdjanais Ilham Alyev**²², qui ont eu un rendez-vous officiel à cette occasion²³. Une deuxième phase de développement est prévue qui pourrait presque quadrupler la production prévue, pour passer à 5,5 milliards de mètres cubes par an (par comparaison, la capacité de production estimée de Shah Deniz est de 10 milliards de mètres cubes par an).

TotalEnergies est également présent en Azerbaïdjan à travers une part de 5% dans l'oléoduc BTC de BP, qui relie le pays à la côte turque de Méditerranée. **Il est également un acheteur important du pétrole produit par Socar, via sa filiale de négoce.**

En ce qui concerne le gaz, TotalEnergies possédait initialement une part de 10 % dans le gisement de Shah Deniz opéré par BP, qu'il a cédé en 2014 comme indiqué ci-dessus. L'exploitation des deux gisements de Shah Deniz et d'Apchéron s'inscrit dans la stratégie globale d'exportation de l'Azerbaïdjan au bénéfice de l'Europe, le second gisement étant censé satisfaire la demande locale (comme celle de l'industrie pétrochimique) afin de « libérer » le gaz de Shah Deniz pour l'exportation. Il y a quelques années, TotalEnergies faisait part de son intérêt pour l'exploitation d'un autre gisement de gaz offshore azerbaïdjanais, celui d'Umid-Babek, aujourd'hui contrôlé conjointement par Socar et la junior Noble Energy²⁴.

Comme il le fait désormais régulièrement, TotalEnergies a signé un accord avec l'Azerbaïdjan pour développer des capacités de génération d'électricité renouvelable en marge de son projet gazier d'Apchéron²⁵.

20 <https://www.bbc.com/news/articles/crmzvdn9e18o>

21 Transparency International (2024), « COP co-opted? How corruption and undue influence threaten multilateral climate action », <https://www.transparency.org/en/publications/cop-co-opted-how-corruption-and-undue-influence-threaten-multilateral-climate-action>.

22 <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-de-presse/azerbaïdjan-inauguration-du-champ-gazier-dabsheron>

23 https://azertag.az/fr/xeber/le_president_azerbaïdjanais_a_rechu_le_pdg_de_totalenergies_mis_a_jour_video-2743640

24 Mission d'information parlementaire sur les relations économiques entre la France et l'Azerbaïdjan: <https://www2.assemblee-nationale.fr/14/missions-d-information/missions-d-information-de-la-conference-des-presidents/reactions-politiques-et-economiques-entre-la-france-et-l-azerbaïdjan>.

25 <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-de-presse/azerbaïdjan-inauguration-du-champ-gazier->

La diplomatie française a apporté un soutien appuyé à TotalEnergies en vue de la signature du contrat de partage de production d'Apchéron, notamment autour de la visite présidentielle de François Hollande en 2014²⁶. Comme dans d'autres pays, l'ambassade de France à Bakou associe étroitement TotalEnergies à ses activités. Le représentant du groupe en Azerbaïdjan a également le titre de conseiller au commerce extérieur dans le pays.

Au-delà de l'Azerbaïdjan lui-même, **TotalEnergies est aussi intéressé par les réserves de gaz des autres pays riverains de la mer Caspienne, notamment le Turkménistan**, actuellement 13^e producteur mondial de gaz et avec des réserves estimées qui pourraient le porter à la 4^e place. Le groupe a un bureau depuis plusieurs années. Les projets de construction d'un gazoduc trans-caspienne entre ce pays et l'Azerbaïdjan pourraient permettre l'exportation du gaz turkmène vers l'Europe. Des représentants de TotalEnergies et de la diplomatie française ont participé fin octobre 2024 à la conférence Oil & Gas Tkm dans la capitale turkmène²⁷.

Au nord de la Caspienne, TotalEnergies est aussi présent au Kazakhstan à travers une part de 16,8% dans le consortium qui exploite l'immense gisement offshore de Kashagan.

Parmi les autres pays riverains, l'Iran est pour l'instant hors des projets de TotalEnergies. En revanche, le groupe français est l'un des principaux partenaires de l'Irak, dans le cadre d'un contrat conclu en 2023 avec les autorités et avec Qatar Energy. Le récent rapport de Transparency International suggère que des discussions pourraient être en cours entre TotalEnergies, l'Irak et l'Azerbaïdjan en vue de l'exploitation et de l'exportation des hydrocarbures du nord de l'Irak²⁸.

5) Les autres intérêts économiques français en Azerbaïdjan

Une partie importante des autres intérêts français en Azerbaïdjan sont liés directement ou indirectement à l'exploitation des hydrocarbures du pays. Engie était initialement l'un des partenaires du consortium Apchéron, mais a cédé ses parts à TotalEnergies dans le cadre de sa sortie de l'exploration-production. **Engie reste cependant l'un des principaux acheteurs et revendeurs du gaz de Shah Deniz, à travers un contrat d'approvisionnement de long terme signé en 2013, pour 2,5 milliards de mètres cube par an, soit une proportion importante du gaz destiné à l'Europe²⁹.** (Engie a ultérieurement associé Shell à ce contrat d'approvisionnement³⁰.)

Un autre acteur français majeur dans le secteur des hydrocarbures azerbaïdjanais est le groupe parapétrolier Technip, dont l'Etat détient près de 10% via Bpifrance. C'est un partenaire de longue date de Socar pour ses installations pétrolières et gazières, dont Shah Deniz³¹, et de l'industrie pétrochimique azerbaïdjanais. Comme ceux de TotalEnergies, les dirigeants de

[dabsheron](#)

26 Lire notre enquête récemment publiée : « COP29 en Azerbaïdjan : malgré les critiques et malgré les tensions, une diplomatie française encore et toujours au service de TotalEnergies », <https://multinationales.org/fr/enquetes/cop29-l-azerbaïdjan-totalenergies-et-l-industrie-fossile/cop29-en-azerbaïdjan-malgre-les-critiques-et-malgre-les-tensions-une-diplomatie>.

27 <https://tm.ambafrance.org/conference-Oil-Gas-Tkm-2024> et <https://novastan.org/fr/turkmenistan/la-discrete-presence-de-total-au-turkmenistan/>.

28 Transparency International (2024), « COP co-opted? How corruption and undue influence threaten multilateral climate action », <https://www.transparency.org/en/publications/cop-co-opted-how-corruption-and-undue-influence-threaten-multilateral-climate-action>.

29 Audition dans le cadre de la mission d'information parlementaire sur les relations économiques franco-azerbaïdjanaises. <https://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-miazerb/16-17/c1617014.asp>

30 <https://gems.engie.com/shah-deniz-gas-sales-contract-partially-transferred-from-engie-to-shell/>

31 <https://www.technipfmc.com/en/investors/archives/fmc-technologies/press-releases/fmc-technologies-awarded-297-million-contract-for-subsea-production-systems-for-shah-deniz-stage-2-project/>

Technip bénéficiant de rencontres au sommet avec le président Aliyev³², et le groupe s'est associé à la fondation Heydar Aliyev pour développer un programme d'échange et de formation d'experts azerbaïdjanais à des fins de « transferts technologiques »³³.

Les banques françaises jouent également un rôle dans le secteur des hydrocarbures. Société générale, principale banque tricolore présente en Azerbaïdjan, a été l'un des principaux financeurs des projets de gazoducs reliant le pays au sud de l'Europe³⁴. Selon le rapport Banking on Climate Chaos 2024, le Crédit agricole reste un partenaire financier de Socar à hauteur de 260 millions de dollars depuis 2016, loin derrière JP Morgan Chase cependant³⁵. Les autres banques françaises semblent avoir arrêté le soutien direct à Socar depuis 2019.

Suez s'est implanté en Azerbaïdjan à travers des contrats avec BP pour le traitement des eaux usées et des déchets issus de l'exploitation pétrolière et gazière. Elle a signé depuis un contrat d'assistance avec la compagnie nationale d'eau³⁶.

Les autres entreprises françaises présentes en Azerbaïdjan incluent Alstom, engagé dans plusieurs projets d'équipement ferroviaire dans le pays avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD). L'Azerbaïdjan est en effet aussi un nœud important pour le transport des marchandises entre l'Asie et l'Europe par fret ferroviaire. Y transite notamment l'uranium que la France achète au Kazakhstan pour ses centrales nucléaires³⁷.

Thales est également implanté depuis longtemps dans le pays. L'un de ses cadres a même été nommé ambassadeur en Azerbaïdjan par Nicolas Sarkozy. Officiellement le groupe n'est présent dans le pays qu'au titre de ses activités civiles, et non militaires, à travers la fourniture d'équipements de contrôle et d'automatisation de la gestion des trains et du métro de Bakou. Des discussions ont toutefois eu lieu il y a quelques années entre l'Azerbaïdjan et MBDA en vue de la fourniture d'un système de défense antiaérienne, et avec Airbus en vue de l'achat d'un satellite d'observation.

Une mission parlementaire de 2016-2017 sur les relations économiques entre la France et l'Azerbaïdjan montre à quel point le soutien direct des pouvoirs publics, et en particulier la visite présidentielle de François Hollande à Bakou en 2014 a été essentielle pour la signature des contrats de Suez et d'Alstom³⁸ et pour la conclusion de l'accord de partage de production d'Aphéron. En

32 https://azertag.az/fr/xeber/le_president_ilham_aliyev_a_rencontre_philippe_barril_senior_vice_president_offshore_de_technip_-136938

33 <https://www.ten.com/fr/developpement-durable/le-developpement-durable-en-action/transfert-technologique-programme-etudes-bakou>

34 Observatoire des multinationales (2017), « Des Italiens se battent pour protéger leurs oliviers contre un gazoduc géant soutenu par Vinci et la Société générale », <https://multinationales.org/fr/enquetes/qui-controle-les-gazoducs/des-italiens-se-battent-pour-protoger-leurs-oliviers-contre-un-gazoduc-geant>.

35 <https://www.bankingonclimatechaos.org/?parent=State%20Oil%20Co%20of%20the%20Azerbaijan%20Republic#fulldata-panel>

36 Pour ce paragraphe et les suivants, voir le rapport et les auditions de la Mission d'information parlementaire sur les relations économiques entre la France et l'Azerbaïdjan: <https://www2.assemblee-nationale.fr/14/missions-d-information/missions-d-information-de-la-conference-des-presidents/reactions-politiques-et-economiques-entre-la-france-et-l-azerbaïdjan>.

37 Emmanuel Grynszpan et Faustine Vincent, « L'Azerbaïdjan menace de frapper la France au porte-monnaie », *Le Monde*, 19 janvier 2024, https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/19/bakou-menace-de-frapper-la-france-au-porte-monnaie_6211753_3210.html.

38 « Ainsi, s'agissant du contrat de Suez avec Azersu, la société publique d'eau et d'assainissement d'Azerbaïdjan, M. Stéphane Heddesheimer a affirmé que sa signature « s'est joué au niveau du président ». De même, le contrat d'achat de locomotive à Alstom a été, selon les termes de M. Philippe Delleur, « négocié avec les chemins de fer ou avec le métro de Bakou, qui sont des entités publiques, mais ces sujets sont trop importants pour ne pas remonter au Président de la République d'Azerbaïdjan. Les ministres sont évidemment partie prenante, mais ce genre de décision est centralisé. » ». Mission d'information parlementaire sur les relations économiques entre la France et l'Azerbaïdjan: <https://www2.assemblee-nationale.fr/14/missions-d-information/missions-d-information-de-la->

outre, les projets d'Alstom dans le pays ont bénéficié comme indiqué du soutien de l'AFD. De même, la Coface a apporté sa garantie à plusieurs contrats signés lors de la visite présidentielle de 2014.

Les tensions se sont progressivement attisées entre la France et l'Azerbaïdjan à partir de la guerre des 44 jours de 2020, en raison du soutien affiché par l'Hexagone et la majorité de ses dirigeants politiques à l'Arménie. Après que le Sénat français a voté une résolution condamnant l'Azerbaïdjan et appelant à reconnaître l'indépendance du Haut-Karabakh (République d'Artsakh), le Parlement de l'Azerbaïdjan a répliqué en demandant l'expulsion de toutes les entreprises françaises, citant notamment TotalEnergies³⁹. Le gisement d'Apchéron a néanmoins été inauguré en 2023, le PDG de TotalEnergies rencontrant à cette occasion le président Ilham Aliyev. En 2023, la France a conclu des contrats de livraison d'armes « défensives » à destination de l'Arménie et des accords de formation militaires, provoquant une nouvelle vague d'incidents diplomatiques. L'Azerbaïdjan a été accusée par les responsables français d'attiser les tensions en Nouvelle-Calédonie et dans des territoires d'Outre-mer français. Dans ces conditions, les relations économiques entre les deux pays sont devenues plus difficiles pour les groupes français.

6) La présence des lobbyistes fossiles à la COP

L'année dernière, à l'occasion de la COP28 de Dubaï, la présence massive des lobbyistes des énergies fossiles a fait la une des médias. Les données collectées par la coalition d'ONG Keep Big Polluters Out (« Laissez les gros pollueurs dehors ») montrent qu'au moins 2456 lobbyistes représentant le secteur des hydrocarbures étaient accrédités pour la conférence, dont une partie non négligeable par leurs propres gouvernements. La France a par exemple accrédité le PDG de TotalEnergies Patrick Pouyanné et cinq autres cadres de l'entreprise, et l'Union européenne a accrédité des cadres de BP, Eni et ExxonMobil⁴⁰.

Les grandes entreprises des secteurs polluants sont présentes dans les COP en leur propre nom, mais aussi donc dans certaines délégations officielles, et enfin à travers des associations professionnelles et sectorielles comme le Comité 21 ou Entreprises pour l'environnement en France, ou BusinessEurope, l'Ipieca ou l'International Emissions Trading Association au niveau international). Certaines ONG semblent même s'être spécialisées dans l'octroi de badges supplémentaires à des cadres pétroliers sous l'étiquette « société civile »⁴¹.

Emmanuel Macron s'était également rendu à Dubaï avec dans la délégation officielle des dirigeants d'autres entreprises du secteur des énergies fossiles (Jean-Pierre Clamadieu, président d'Engie), des banquiers comptant parmi les principaux financeurs des hydrocarbures (le président France de JP Morgan Chase), des secteurs fortement émetteurs (Rodolphe Saadé du transporteur maritime CMA-CGM), ainsi que des représentants d'EDF, Veolia et Danone⁴².

Cette année, au moins 1773 lobbyistes représentant le secteur des énergies fossiles sont accrédités à

[conférence-des-presidents/relations-politiques-et-economiques-entre-la-france-et-l-azerbaïdjan](#).

39 Emmanuel Grynszpan et Faustine Vincent, « L'Azerbaïdjan menace de frapper la France au porte-monnaie », *Le Monde*, 19 janvier 2024, https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/19/bakou-menace-de-frapper-la-france-au-porte-monnaie_6211753_3210.html.

40 https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/05/cop28-a-dubai-presence-massive-des-lobbyistes-des-energies-fossiles_6203988_3244.html

41 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/06/12/des-employes-de-totalenergies-infiltres-a-la-cop-par-une-pseudo-ong-environnementale_6177305_4355770.html

42 Mickaël Correia, « Macron débarque à la COP28 avec des saboteurs climatiques », *Mediapart*, 30 novembre 2023, <https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/301123/macron-debarque-la-cop28-avec-des-saboteurs-climatiques-0>.

la COP29, selon le décompte de la coalition « Kick Big Polluters Out »⁴³. Seules les délégations du pays hôte l'Azerbaïdjan, de la Turquie et du Brésil, qui accueillera la conférence internationale sur le climat l'année prochaine, sont plus importantes. C'est davantage que les délégués des dix nations les plus vulnérables à la crise climatique.

Comme les années précédentes, les industriels du charbon, du pétrole et du gaz sont donc en position de force pour peser sur les négociations et sur la teneur des débats, alors que les nations et les groupes les plus concernés sont absents, ou sous-représentés. Lors de la COP28 à Dubaï, les géants des fossiles étaient encore plus présents, avec 2450 lobbyistes identifiés, mais le nombre total de délégués était bien plus important. Proportionnellement, le secteur est encore mieux représenté à Bakou qu'il ne l'était l'année dernière.

Dans beaucoup de cas, les représentants des multinationales pétrolières, charbonnières ou gazières sont venus à Bakou par le biais d'associations patronales ou sectorielles. C'est ainsi que le groupe français TotalEnergies, par exemple, a placé des représentants dans les délégations de BusinessEurope ou encore de l'Association internationale du négoce d'émissions. Certains pays ont amené des industriels dans leur délégation gouvernementale officielle, comme l'Italie pour Eni, d'Eni et Italgas, ou encore la Grèce, la Suisse et la Belgique. Grèce et Italie sont les principaux consommateurs européens du gaz azerbaïdjanais.

Contrairement à l'année dernière, la délégation officielle française n'inclue ni Patrick Pouyanné ni aucun autre cadre de TotalEnergies. La faute sans doute, sinon au scandale créé par son inclusion l'année dernière et à la lettre ouverte⁴⁴ adressée à ce sujet au gouvernement par la société civile, en tout cas aux tensions diplomatique entre la France et l'Azerbaïdjan. Ni Emmanuel Macron ni Agnès Pannier-Runacher ne se sont d'ailleurs rendu à Bakou.

Patrick Pouyanné était bien présent à Bakou, mais officiellement invité par l'Azerbaïdjan. En tout, selon l'analyse du *Guardian*⁴⁵, pas moins de 132 dirigeants et cadres du secteur des énergies fossiles ont reçu une accréditation spéciale en tant qu'invités de la présidence azerbaïdjanaise.

Parmi les lobbyistes des énergies fossiles présents à la COP, on compte notamment, selon un autre décompte du Center for International Environmental Law (CIEL)⁴⁶ pas moins de 480 délégués qui défendent spécifiquement la technologie de la capture-séquestration du carbone. Les industriels continuent à mettre en avant comme solution à privilégier – d'aucuns diraient comme excuse pour continuer à exploiter du pétrole et du gaz – cette technologie onéreuse qui a démontré ses risques mais pas sa viabilité, et à faire pression pour obtenir des aides publiques à cet effet. Alors que la COP29 est censée répondre à la question du financement de la lutte contre le changement climatique, le risque existe qu'une partie de l'argent qui sera finalement débloqué soit immédiatement dévoyé.

43 <https://kickbigpollutersout.org/COP29FossilFuelLobbyists>

44 <https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2024/11/2024-11-04-courrier-societe-civile-lobbies-energies-fossiles-a-la.pdf>

45 <https://www.theguardian.com/environment/2024/nov/15/fossil-fuel-bosses-get-the-red-carpet-at-cop29-despite-concerns-over-influence>

46 <https://www.theguardian.com/environment/2024/nov/16/500-carbon-capture-lobbyists-cop29-climate>